

**COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL
DE MARSEILLE**

N°20MA02188

ASSOCIATION ATHENA

Mme Poullain
Rapporteur

M. Pecchioli
Rapporteur public

Audience du 30 novembre 2020
Décision du 16 décembre 2020

68-01-01-01-03
68-01-01-02-02
68-03
44-006-03-01-01-01
C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

La cour administrative d'appel de Marseille

5^{ème} chambre

Vu la procédure suivante :

Procédure contentieuse antérieure :

Par une décision n° 423076 du 1^{er} juillet 2020, le Conseil d'Etat statuant au contentieux a, saisi d'un pourvoi présenté pour l'association Athéna, annulé l'arrêt de la cour administrative d'appel de Marseille du 11 juin 2018, n° 18MA01262 - 18MA01263, en tant qu'il rejetait la demande présentée à fin d'annulation de l'arrêté du 21 novembre 2016 par lequel le maire de la commune de Villeneuve-lès-Béziers a délivré à la société Décathlon le permis de construire un bâtiment à usage commercial et un parc de stationnement dans la zone d'aménagement concerté « La Méridienne » et a renvoyé l'affaire devant la même Cour.

Procédure devant la Cour :

Par sa requête et un mémoire, enregistrés les 20 janvier 2017 et 4 mai 2018, l'association Athéna, représentée par la SCP CGCB, demande à la Cour :

1°) d'annuler l'arrêté du 21 novembre 2016 du maire de Villeneuve-lès-Béziers ;

2°) de mettre à la charge de la commune de Villeneuve-les-Béziers une somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- elle dispose d'un intérêt à agir au regard de son champ d'action et de l'ampleur du projet ;

- la notice architecturale figurant dans la demande de permis de construire méconnaît les exigences de l'article R. 431-8 du code de l'urbanisme ;

- la demande ne comprend ni plan des toitures, ni documents permettant d'apprécier notamment l'insertion du projet en violation de l'article R. 431-10 du code de l'urbanisme ;

- le projet réalise une aire de stationnement ouverte au public de plus de 100 places sans être précédé de l'évaluation environnementale exigée par l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme et l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

- la demande n'est pas assortie d'une étude de sécurité publique alors qu'elle concerne un établissement recevant du public de première catégorie en violation des articles R. 431-16 et R.114-1 du code de l'urbanisme ;

- la demande ne comprend pas les dispositions du cahier des charges de la zone d'aménagement concerté relatives au terrain contrairement à l'article R. 431-23 du code de l'urbanisme ;

- le projet n'est pas en harmonie avec son environnement en violation de l'article AUE2 11 du règlement du plan local d'urbanisme ;

- le projet, qui prévoit seulement la plantation de 122 arbres pour 457 places de stationnement, méconnaît la règle prévue sur ce point par l'article AUE2 13 du plan local d'urbanisme.

- le règlement de la zone AUE2 du plan local d'urbanisme modifié en mars 2012 est entaché d'incompétence négative et d'un vice de procédure rendant l'enquête publique irrégulière dès lors que ses articles AUE2 1 et AUE2 2 renvoient à des dispositions générales inexistantes ;

- l'article AUE2 2 du règlement, qui ne conditionne pas la constructibilité à une opération d'ensemble ou à la réalisation des équipements de la zone, est entaché d'erreur manifeste d'appréciation ;

- le règlement antérieur du plan local d'urbanisme imposant la construction à l'alignement par rapport aux voies publiques en son article AUE 6 ne permettait pas la réalisation du projet ; la possibilité de règles spécifiques pour une opération d'ensemble ouverte par les articles AUE 6,7 et 8 n'a pas été utilisée, et constituerait en toute hypothèse une dérogation illégale ;

- le classement encore antérieur du terrain en zone NC du plan d'occupation des sols ne permettait pas davantage la réalisation du projet ;

- les accès à la construction prévus par la rue de l'Union méconnaissent l'article AUE2 3 du règlement du plan local d'urbanisme dès lors qu'il s'agit d'une voie périphérique de la zone, que son adaptation au trafic prévu n'est pas démontrée et que les servitudes de passage alléguées ne sont pas justifiées ;

- l'augmentation du trafic de véhicules prévue méconnaît en outre l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme ;

- le projet méconnaît les règles dérogatoires prévues par l'article AUE2 6 du plan local d'urbanisme en application des articles L. 111-6 et L. 111-8 du code de l'urbanisme quant à la végétalisation de la marge de recul par rapport à l'A9 et la RD 612 ;

- les prescriptions de l'étude annexée au plan local d'urbanisme en application de ces articles, reprises aux articles AUE2 11 et 13 du plan, sont également méconnues en ce qui concerne l'apparence des constructions et la plantation des aires de stationnement.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 23 novembre 2017, 7 mai 2018, 23 mai 2018, 29 mai 2018 et 31 juillet 2020, la SAS Décathlon France, représentée par la SELARL Concorde avocats, conclut au rejet de la requête et à ce qu'une somme de 2 000 euros soit mise à la charge de l'association Athéna au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- l'association requérante est dépourvue d'intérêt à agir ;
- une étude d'impact environnementale est conduite, dans la perspective de la délivrance d'un permis modificatif de régularisation ;
- la requête est non fondée dans les moyens qu'elle soulève.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 23 novembre 2017, 16 mai 2018, 29 mai 2018 et 24 septembre 2020, la commune de Villeneuve-les-Béziers, représentée par le cabinet Maillot Avocats & Associés, conclut au rejet de la requête et à ce qu'une somme de 3 000 euros soit mise à la charge de l'association Athéna au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle présente les mêmes moyens que la SAS Décathlon France.

Les parties ont été invitées à présenter leurs observations sur le sursis à statuer que la Cour était susceptible de prononcer, en application de l'article L. 600-5-1 du code de l'urbanisme, pour permettre la régularisation du vice tiré de ce que le permis de construire a été accordé à l'issue d'une procédure irrégulière au regard des dispositions de l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme en raison de l'absence d'étude d'impact environnemental relative à l'aire de stationnement ouverte au public et de toute décision de l'autorité environnementale l'en dispensant.

Des observations ont été présentées pour la SAS Décathlon France le 12 novembre 2020.

Elle sollicite qu'un sursis à statuer soit prononcé.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'environnement ;
- le code de l'urbanisme ;
- le code de justice administrative.

La présidente de la Cour a désigné M. Laurent Marcovici, président assesseur de la 5^{ème} chambre, pour présider, en application de l'article R. 222-26 du code de justice administrative, la formation de jugement.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Après avoir entendu en audience publique :

- le rapport de Mme Poullain,
- les conclusions de M. Pecchioli, rapporteur public,

- et les observations de Me Djabali, représentant l'association Athéna, de Me Raynal, représentant la commune de Villeneuve-lès-Béziers, et de Me Louche, représentant la SAS Décathlon France.

Considérant ce qui suit :

1. L'association Athéna demande à la Cour d'annuler l'arrêté du 21 novembre 2016, par lequel le maire de la commune de Villeneuve-lès-Béziers a délivré à la société Décathlon un permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale en vue de la création d'un ensemble commercial sur un terrain situé dans la zone d'aménagement concerté « La Méridienne ».

Sur la recevabilité :

2. Il ressort de ses statuts que l'association Athéna a notamment pour objet « la protection des espaces naturels urbains et périurbains, la sauvegarde des terres agricoles périurbaines pour le maintien d'une agriculture vivrière paysanne de proximité, la préservation de la biodiversité, le respect de l'identité paysagère des territoires (...) » et inscrit son action « dans les limites du périmètre du SCoT du Biterrois ». La décision litigieuse autorise la construction d'un bâtiment à usage commercial d'une surface de plancher de 6 636 m² assorti d'une aire de stationnement, sur un terrain de 38 301 m² qui, bien qu'inclus dans le périmètre d'une zone d'aménagement concerté, situé en bordure d'autoroute et ne faisant l'objet d'aucun usage agricole ni d'aucun classement à raison de son intérêt, était jusqu'alors vierge de toute construction, la zone d'aménagement étant elle-même, auparavant, un site à prédominance naturelle. Cette décision est dès lors de nature à porter atteinte aux intérêts que cette association entend défendre, qui contrairement à ce que soutiennent les défenderesses, ne sont pas excessivement larges et sans rapport avec les questions d'urbanisme. La fin de non-recevoir tirée du défaut d'intérêt à agir doit dès lors être écartée.

Sur la légalité de la décision contestée :

En ce qui concerne la composition du dossier de demande :

3. En premier lieu, aux termes de l'article R. 431-8 du code de l'urbanisme : « *Le projet architectural comprend une notice précisant : / 1° L'état initial du terrain et de ses abords indiquant, s'il y a lieu, les constructions, la végétation et les éléments paysagers existants ; / 2° Les partis retenus pour assurer l'insertion du projet dans son environnement et la prise en compte des paysages, faisant apparaître, en fonction des caractéristiques du projet : / a) L'aménagement du terrain, en indiquant ce qui est modifié ou supprimé ; / b) L'implantation, l'organisation, la composition et le volume des constructions nouvelles, notamment par rapport aux constructions ou paysages avoisinants ; / (...)* ». Aux termes de l'article R. 431-10 du même code : « *Le projet architectural comprend également : / a) Le*

plan des façades et des toitures ; lorsque le projet a pour effet de modifier les façades ou les toitures d'un bâtiment existant, ce plan fait apparaître l'état initial et l'état futur ; / b) Un plan en coupe précisant l'implantation de la construction par rapport au profil du terrain ; lorsque les travaux ont pour effet de modifier le profil du terrain, ce plan fait apparaître l'état initial et l'état futur ; / c) Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction par rapport aux constructions avoisinantes et aux paysages, son impact visuel ainsi que le traitement des accès et du terrain ; / d) Deux documents photographiques permettant de situer le terrain respectivement dans l'environnement proche et, sauf si le demandeur justifie qu'aucune photographie de loin n'est possible, dans le paysage lointain. Les points et les angles des prises de vue sont reportés sur le plan de situation et le plan de masse. ».

4. La circonstance que le dossier de demande de permis de construire ne comporterait pas l'ensemble des documents exigés par les dispositions du code de l'urbanisme, ou que les documents produits seraient insuffisants, imprécis ou comporteraient des inexactitudes, n'est susceptible d'entacher d'illégalité le permis de construire qui a été accordé que dans le cas où les omissions, inexactitudes ou insuffisances entachant le dossier ont été de nature à fausser l'appréciation portée par l'autorité administrative sur la conformité du projet à la réglementation applicable.

5. Le permis de construire contesté a été délivré au vu d'un dossier comprenant notamment une notice décrivant le terrain, ses abords et le projet, plusieurs plans dont un plan de situation, un plan de masse global, des photomontages d'insertion du projet dans l'environnement et des photographies de situation de l'environnement proche et lointain. Contrairement à ce qui est soutenu, un plan de toitures PC 5b a été également joint au dossier de demande de permis. Au vu de l'ensemble de ces documents, auxquels s'ajoutait d'ailleurs le dossier de demande d'autorisation d'exploitation commerciale décrivant également l'insertion paysagère et architecturale du projet au sein de la zone d'activités « La Méridienne », le service instructeur disposait d'une information suffisante pour apprécier l'insertion de la future surface commerciale dans le paysage environnant.

6. En deuxième lieu, en vertu de l'article R. 114-1 du code de l'urbanisme, le projet de création d'un établissement recevant du public de première ou deuxième catégorie doit être soumis à l'étude de sécurité publique prévue à l'article L. 114-1 du même code lorsqu'il est situé « *dans une agglomération de plus de 100 000 habitants au sens du recensement général de la population* ». Il ressort des éléments non utilement contredits produits en défense que l'unité urbaine de l'agglomération de Béziers comprenant le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Béziers, telle que déterminée sur la base des résultats du recensement de la population établis par l'INSEE, comprenait moins de 100 000 habitants à la date de l'autorisation en litige. La circonstance que la commune de Villeneuve-lès-Béziers soit, par ailleurs, membre d'un établissement public de coopération intercommunale rassemblant une population totale supérieure demeure sans influence pour l'application des dispositions citées ci-dessus. Par suite, la réalisation d'une étude de sécurité publique n'était pas exigible en l'espèce. Le moyen tiré du caractère incomplet de la demande sur ce point doit donc être également écarté.

7. En troisième lieu, aux termes de l'article R. 431-23 du code de l'urbanisme : « *Lorsque les travaux projetés portent sur une construction à édifier dans une zone d'aménagement concerté, la demande est accompagnée : / a) Lorsque le terrain a fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, d'une*

copie de celles des dispositions du cahier des charges de cession de terrain qui indiquent le nombre de mètres carrés de surface de plancher dont la construction est autorisée sur la parcelle cédée ainsi que, si elles existent, de celles des dispositions du cahier des charges qui fixent des prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de la réalisation de la zone ; /(...) ». Il ressort des pièces du dossier que la SAS Décathlon France a joint à sa demande de permis le cahier des charges de cession du terrain constituant le lot A1-1 de la zone d'aménagement concerté « La Méridienne », comportant notamment les prescriptions maximales en matière de surface constructible, et a ainsi mis à même le service instructeur d'exercer son contrôle à cet égard. Le moyen tiré de la méconnaissance de l'article R. 431-23 du code de l'urbanisme par le dossier de demande de permis manque dès lors en fait.

8. En quatrième et dernier lieu, aux termes de l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme : *« Le dossier joint à la demande de permis de construire comprend en outre, selon les cas : / a) l'étude d'impact ou la décision de l'autorité environnementale dispensant le projet d'évaluation environnementale lorsque le projet relève du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement (...) »* et aux termes du I de cet article : *« Les projets relevant d'une ou plusieurs rubriques énumérées dans le tableau annexé au présent article font l'objet d'une évaluation environnementale, de façon systématique ou après un examen au cas par cas (...) en fonction des critères et des seuils fixés dans ce tableau ».* La rubrique 40 du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, dans sa rédaction applicable au litige, prévoit que *« les aires de stationnement ouvertes au public »* sont soumises à la procédure d'examen au *« cas par cas »* lorsqu'elles *« sont susceptibles d'accueillir plus de 100 unités dans une commune non dotée, à la date du dépôt de la demande, d'un plan local d'urbanisme ou d'un plan d'occupation des sols ou d'un document en tenant lieu ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale »*

9. Il n'est plus contesté qu'en application de ces dispositions, l'aire de stationnement ouverte au public prévue par le projet devait, sauf décision de l'autorité environnementale l'en dispensant, faire l'objet d'une évaluation environnementale. Aucune décision de dispense n'a été prise et aucune étude n'a été réalisée. Ce vice affecte la légalité de l'autorisation d'urbanisme litigieuse.

En ce qui concerne l'exception d'illégalité du règlement de la zone AUE2 du plan local d'urbanisme :

10. Par une délibération du 22 mars 2012, le conseil municipal de Villeneuve-les-Béziers a approuvé la modification du règlement du plan local d'urbanisme sur la base duquel l'opération en litige a été autorisée, en édictant un nouveau règlement de la zone AUE2 correspondant à la zone d'activité « La Méridienne ». La requérante invoque, par la voie de l'exception, l'illégalité de cette modification.

11. En premier lieu, il ne ressort pas des pièces du dossier que les auteurs du plan local d'urbanisme auraient commis une erreur manifeste d'appréciation en classant en zone à urbaniser en application de l'article R. 123-6 du code de l'urbanisme les terrains du site dit de « La Méridienne » intégrés depuis 2005 dans une zone d'aménagement concerté dans le cadre de laquelle avaient déjà été prévus des travaux de viabilisation et d'aménagements routiers.

La circonstance que l'urbanisation soit ouverte dans cette zone sans être subordonnée par le règlement du plan local d'urbanisme à l'avancement de travaux internes ou à la présentation d'une opération d'aménagement globale ne saurait caractériser ni erreur de droit ni erreur manifeste d'appréciation de la commune.

12. En deuxième lieu, les articles AUE2 1 et AUE2 2 du règlement de la zone AUE2 approuvé le 22 mars 2012 précisent la nature des constructions interdites et autorisées dans le périmètre de celle-ci et renvoient par ailleurs aux dispositions générales du règlement en matière d'interdiction et d'autorisation conditionnelle des constructions. La commune produit, sans être utilement contredite, le contenu de ces dispositions générales du plan local d'urbanisme demeurées inchangées lors de la modification du 22 mars 2012. Par suite, l'association requérante n'est en toute hypothèse pas fondée à soutenir que la commune aurait entaché les articles AUE2 1 et 2 du règlement d'incompétence négative en y faisant référence à des dispositions inexistantes. Il ne ressort pas davantage des pièces du dossier que la procédure de modification du plan local d'urbanisme aurait été viciée, du fait de la prétendue inexistence de ces dispositions générales, par une méconnaissance substantielle des règles de l'enquête publique, alors d'ailleurs que la requérante n'allègue pas que le règlement du plan local d'urbanisme avant modification aurait été absent du dossier soumis à l'enquête. Dès lors, et sans qu'il soit besoin d'examiner la régularité du projet autorisé au regard des règles du document d'urbanisme antérieures à la modification approuvée le 22 mars 2012, le moyen tiré par voie d'exception de l'illégalité du règlement de la zone AUE2 du plan local d'urbanisme de Villeneuve-lès-Béziers doit être écarté.

En ce qui concerne les violations du règlement de la zone AUE2 du plan local d'urbanisme :

13. En premier lieu, aux termes de l'article AUE2 3 du règlement du plan local d'urbanisme applicable au terrain d'assiette : « *la création d'accès particuliers sur les voies périphériques de la zone est interdite* ». Le projet comporte, outre un accès principal sur le boulevard Jean Monnet par lequel doit circuler la clientèle, deux accès secondaires, dont l'un destiné aux livraisons, sur la rue de l'Union, autre voie de la zone d'aménagement concerté longeant le terrain à l'est. Il ne ressort pas des pièces du dossier que cette voie en cours d'aménagement, dont la commune relève qu'elle fait partie des voies structurantes de la zone, et dont l'utilisation a fait l'objet d'un avis favorable de la commission de sécurité au regard des nécessités d'accès des services de secours, constituerait une voie périphérique de la zone où la création d'accès est interdite, au sens de ces dispositions du plan local d'urbanisme. La société pétitionnaire a par ailleurs justifié notamment dans le cadre de sa demande d'autorisation d'exploitation commerciale jointe au dossier, des servitudes dont elle bénéficiait pour créer ces deux accès à la rue de l'Union, conformément aux mentions du plan de masse du projet. Enfin, il ne ressort pas des pièces du dossier que la voie en cause, telle que résultant notamment des plans de la demande dont les mentions ne sont pas contestées, présenterait des caractéristiques insuffisantes pour permettre une desserte adaptée, notamment par les véhicules du service d'incendie et de secours. Les moyens tirés de la non-conformité au plan local d'urbanisme des accès ainsi prévus à l'est du terrain d'assiette doivent par suite être écartés.

14. En deuxième lieu, il ne ressort pas des pièces du dossier, et notamment de l'étude de trafic produite, que l'augmentation du flux de véhicules par la création du projet de grande surface commerciale rendrait inadaptés les aménagements routiers existants de la zone d'aménagement concerté, et en particulier le carrefour giratoire d'entrée dans celle-ci. L'association requérante ne démontre pas que les conditions de desserte du projet présenteraient un risque pour la sécurité de la circulation publique et seraient ainsi entachées d'une méconnaissance de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme.

15. En troisième lieu, en vertu de l'article AUE2 11 du règlement du plan local d'urbanisme, le traitement architectural des bâtiments du parc d'activités « La Méridienne » doit être contemporain, tout en prévoyant des volumes simples et homogènes notamment dans les façades et toitures. La réalisation d'un bâtiment « *intégralement de couleur claire* » est par ailleurs proscrite, les nuances claires ne pouvant être utilisées que « *dans le cadre d'une composition colorimétrique* ». Il ressort des pièces du dossier que le projet de magasin de l'enseigne Décathlon fait l'objet d'un traitement qualitatif de ses façades par l'ajout de matériaux tels que le bois et le dégradé de plusieurs couleurs bois, gris et blanc, évitant un bâtiment uniformément de couleur claire. Il ne ressort ni des documents d'insertion ni du plan des toitures que celles-ci méconnaîtraient les dispositions du même article prescrivant leur traitement architectural soigné en tant que « cinquième façade » du bâtiment, ce que ne saurait contredire la seule circonstance que le projet y prévoit l'implantation de panneaux photovoltaïques et, de manière mesurée, d'installations techniques non proscrites par le règlement de la zone. Par suite, le moyen tiré de la méconnaissance par le projet de ces dispositions du plan local d'urbanisme doit être écarté.

16. En quatrième lieu, l'article AUE2 13 du règlement du plan local d'urbanisme prévoit pour les « *aires de stationnement pour véhicules légers* » un nombre de plantations minimal fixé à un arbre de haute tige pour 3 places de stationnement. Il ressort des pièces produites que le projet, qui prévoit la plantation de 67 arbres sur les aires extérieures comportant 200 emplacements de stationnement, respecte cette disposition. L'association requérante ne saurait valablement soutenir que, pour mesurer le nombre de plantations requises en application de cet article, doivent également être pris en compte les 257 emplacements de stationnement situés au rez-de-chaussée du bâtiment sur pilotis, lesquels ne peuvent être regardés comme des aires de stationnement au sens de cette disposition au demeurant consacrée aux espaces libres du terrain d'assiette.

17. En cinquième et dernier lieu, aux termes de l'article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme : « *En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation ; le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages* ».

18. L'article AUE2 6 du règlement du plan local d'urbanisme fixe, en application de ces dispositions et sur la base d'une étude annexée au plan, des règles d'implantation dérogatoires par rapport aux voies à grande circulation bordant la zone d'activité « La Méridienne » et notamment l'autoroute A9 et la route départementale 612 qui longent le

terrain d'assiette du projet sur deux de ses côtés. Ces dispositions du règlement prévoient ainsi un recul minimal de 50 mètres des constructions par rapport aux voies, et la séparation de celles-ci par un talus végétal en pente suivie d'une bande de 20 mètres de largeur minimale à compter de la crête du talus, qui doit constituer un « massif végétal planté de hautes tiges ». Il ressort du dossier du permis de construire que la notice architecturale fait état de plantations créant un écran végétal depuis les deux voies. Le projet prévoit dans le prolongement de l'autoroute A 9 une bande de 20 mètres de massif végétal continu d'arbres de haute tige assorti d'une haie dense, ainsi que des aménagements dans la bande de 20 mètres longeant la rocade RD 612 à l'ouest du terrain d'assiette constitués de 5 bosquets d'arbres de haute tige. Le projet comprend bien dès lors des massifs végétaux plantés de hautes tiges au sens de l'article AUE2 6 entre les voies et les façades du bâtiment commercial. L'association Athéna n'est dès lors pas fondée à soutenir que le projet méconnaîtrait sur ce point les dispositions de l'article AUE2 6 du règlement du plan local d'urbanisme. Enfin, la méconnaissance alléguée de préconisations de l'étude de dérogation annexée au plan local d'urbanisme en application de l'article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme, qui ne sont au demeurant pas en contradiction avec ce qui précède, ne peut en toute hypothèse être utilement invoquée.

19. Il résulte de l'ensemble de ce qui précède que seul le moyen tenant à la méconnaissance de l'article R. 413-16 du code de l'urbanisme est fondé.

Sur l'application des dispositions de l'article L. 600-5-1 du code de l'urbanisme :

20. En vertu des dispositions de l'article L. 600-5-1 du code de l'urbanisme : « *Sans préjudice de la mise en œuvre de l'article L. 600-5, le juge administratif qui, saisi de conclusions dirigées contre un permis de construire, de démolir ou d'aménager ou contre une décision de non-opposition à déclaration préalable estime, après avoir constaté que les autres moyens ne sont pas fondés, qu'un vice entraînant l'illégalité de cet acte est susceptible d'être régularisé, sursoit à statuer, après avoir invité les parties à présenter leurs observations, jusqu'à l'expiration du délai qu'il fixe pour cette régularisation, même après l'achèvement des travaux. Si une mesure de régularisation est notifiée dans ce délai au juge, celui-ci statue après avoir invité les parties à présenter leurs observations. Le refus par le juge de faire droit à une demande de sursis à statuer est motivé.* »

21. Le vice, résultant de la méconnaissance des dispositions de l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, dont le permis de construire en litige est entaché, est susceptible d'être régularisé, par l'intervention d'une décision de l'autorité environnementale dispensant le projet d'aire de stationnement ouverte au public d'évaluation environnementale ou par la réalisation d'une telle évaluation, puis par la délivrance d'un permis de régularisation. Il y a donc lieu de surseoir à statuer, en application des dispositions de l'article L. 600-5-1 du code de l'urbanisme, et de fixer à la SAS Décathlon France et à la commune de Villeneuve-les-Béziers un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêt aux fins de produire les mesures de régularisation nécessaires.

D É C I D E :

Article 1^{er} : Il est sursis à statuer sur la requête de l'association Athéna jusqu'à l'expiration du délai de six mois à compter de la notification du présent arrêt, imparti à la SAS Décathlon France et à la commune de Villeneuve-les-Béziers pour notifier à la Cour un permis de régularisation du vice mentionné au point 9 dans les conditions prévues au point 21.

Article 2 : Tous droits et moyens des parties sur lesquels il n'est pas expressément statué par le présent arrêt sont réservés jusqu'en fin d'instance.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié à l'association Athéna, à la commune de Villeneuve-les-Béziers et à la SAS Décathlon France.

Délibéré après l'audience du 30 novembre 2020, où siégeaient :

- M. Marcovici, président,
- M. Merenne, premier conseiller,
- Mme Poullain, premier conseiller.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 16 décembre 2020.

Le rapporteur,

Le président,

signé

signé

C. POULLAIN

L. MARCOVICI

La greffière d'audience,

signé

S. DAVAILLES

La République mande et ordonne au préfet de l'Hérault en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,

La greffière d'audience,